

Lettre des 250 à l'Internationale Communiste

(25 octobre 1925)

Opposition de Gauche du P.C.F.

Malgré ses promesses réitérées, et malgré la résolution du Comité Central parue dans l'Humanité du 3 janvier, la Direction du Parti se refuse à publier la lettre qui a été adressée à l'Internationale par plus de 250 camarades, auxquels d'autres se sont joints depuis.

Par suite de ce nouvel acte d'indiscipline de la Direction, devant cette nouvelle preuve de son mépris à l'égard des membres du Parti, l'Opposition se trouve dans l'obligation de porter par ses propres moyens à la connaissance du Parti le document ci-dessous.

Au comité Exécutif de l'Internationale Communiste !

Camarades,

Bien que le bureau politique et le Comité central du P.C. français ne négligent aucune occasion d'affirmer leur plein accord avec l'Internationale Communiste, et que les discours des délégués de l'Exécutif semblent accréditer cette opinion, nous nous sommes décidés, après mûres réflexions, à vous entretenir de la situation pénible dans laquelle se débat le Parti français.

Nous avons l'intime conviction que vous êtes mal renseignés sur ce qui se passe ici, parce que vous n'avez de contact qu'avec une Direction trop intéressée à vous montrer les choses sous un jour faussement favorable.

On vous raconte que, depuis la soi-disant « bolchevisation » du Parti, le communisme a acquis une influence puissante sur les masses et que les ouvriers approuvent et suivent nos mots d'ordre avec enthousiasme. C'est faux. Non seulement nous ne progressons pas, mais nous ne piétinons pas même sur place, nous sommes en pleine régression. Et cela, au moment où les circonstances politiques et économiques sont pleinement favorables à la diffusion de nos idées, à la propagation de notre doctrine. La politique de soutien, pratiquée par les socialistes, la capitulation honteuse du Bloc des gauches devant les puissances d'argent, l'ascension continuelle du coût de la vie, la perspective pour le prolétariat et les classes moyennes d'avoir à supporter des charges fiscales de plus en plus lourdes, l'impopularité de la guerre du Maroc et de l'expédition de Syrie, l'inquiétude générale créée par la chute du franc ont contribué à créer un état d'esprit tel que nous aurions dû voir de nombreuses recrues se rallier à notre drapeau.

Il n'en a rien été, malheureusement, et, en dépit des prédictions les plus optimistes, nous avons subi des échecs cuisants, qui ont surabondamment prouvé que notre influence sur le monde du travail est toute de surface.

La Direction du Parti, en présence du fiasco de sa politique de bluff et d'intimidation, essaye aujourd'hui de diminuer, aux yeux des militants, le désastre dont elle est responsable. Elle se répand en explications filandreuses, ergote, n'avoue qu'une faible partie du mal, suppute des remèdes, et n'arrive ainsi qu'à démontrer son manque de sens politique et son inaptitude à conduire un grand Parti. Par une manœuvre, devenue classique, elle essaye de rejeter sur ce qu'elle appelle la « Droite du Parti », la responsabilité de ses échecs répétés et demande une « bolchevisation » plus complète. Nous avons hésité pendant longtemps à intervenir, parce que nous espérons que, devant la leçon des faits, nos dirigeants finiraient par renoncer à des méthodes d'action déplorables, à un autoritarisme mesquin, sentiraient la nécessité d'enrayer le mal dont le Parti est menacé de mourir.

C'était trop espérer de ceux qui, isolés dans leurs bureaux, agissent sans jamais consulter personne et exercent sur la masse des militants, au nom de l'Internationale, une dictature intolérable qui finit par écoeurer les plus dévoués de nos partisans.

Aujourd'hui, nous vous crions : « Casse cou ! ». Quelques camarades courageux ont osé se dresser contre les mégalomanes du Bureau Politique et du Comité Central qu'on ne subit que par respect pour l'Internationale Communiste, et qui, sans cela, seraient balayés comme des fétus de paille. L'Opposition a, derrière elle, des camarades beaucoup plus nombreux qu'on ne croit et qui n'ont gardé le silence, jusqu'à présent, que par discipline. Si vous laissez procéder à de nouvelles exclusions, un dégoût général va s'emparer de tout ce qui raisonne et pense dans le Parti, et nous irons tout droit à la liquidation totale du Parti Communiste français. Voilà ce que nous avons le devoir de vous dire tout d'abord, en dépit des foudres dont on menace toujours ceux qui osent rompre le silence et proclamer la vérité.

Considérations sur l'Organisation du Parti

Afin de rompre complètement avec les méthodes d'organisation et d'action de la social-démocratie, le 5^e Congrès mondial, voulant hâter la « bolchevisation » du Parti, a décidé sa reconstruction sur la base des cellules d'usine. Nos délégués ont accepté sans discussion le nouveau mot d'ordre. Ils sentaient là, en effet, l'occasion de masquer leur incapacité et d'asseoir, à la faveur du désarroi qui accompagne toujours les brusques changements, leur dictature personnelle.

Dès leur retour en France, ils se mirent en devoir de « bolcheviser » le Parti. S'ils n'avaient pas méconnu les conditions politiques et sociales de ce pays, ils eussent procédé à la réorganisation par étapes. Or, ils opérèrent avec une aveugle brutalité. Toute la vieille armature fut pulvérisée en un tournemain, sans souci de la diversité des milieux ni des possibilités de réussite. Naturellement, nos « bolchevisateurs » proclamèrent que tout se passait pour le mieux du monde, que le seul fait de la création des cellules et des rayons avait attiré au Parti des éléments ouvriers jusqu'alors réfractaires, et que, seuls, les contempteurs intéressés du nouveau cours pouvaient nier les bienfaits de la nouvelle organisation.

Voyons donc où nous en sommes après une année de bolchevisation à outrance, une année pendant laquelle tous ceux qui ont osé émettre quelques critiques ont été impitoyablement exclus ou brimés pour servir d'exemple aux autres.

Nous ne pouvons donner aucun chiffre, même approximatif, sur les effectifs du Parti. A la dernière Conférence Nationale - conférence presque entièrement composée de fonctionnaires - on s'est bien gardé de donner la moindre précision à ce sujet. Il est probable, d'ailleurs, que personne ne sait au juste à quoi s'en tenir. Mais ce qui est certain, c'est que les effectifs du Parti ont fondu « comme beurre en poêle ».

L'article du camarade Gourget, publié dans *l'Humanité* du 13 octobre, et auquel nous vous demandons de vous reporter, donne une idée absolument exacte de la situation du Parti dans la région parisienne, celle qu'on cite toujours en exemple, à cause des résultats admirables (?) qu'on y aurait obtenus. En province, la situation est pire. Au cours des nombreuses tournées de propagande que certains d'entre nous ont faites aux quatre coins de la France, ils n'ont trouvé que des cellules sans vie et des rayons squelettiques, dont l'action est absolument factice et l'influence nulle.

Dans des villes industrielles comme Montceau-les-Mines et le Creusot, on ne trouve qu'une cellule microscopique, en égard au chiffre de la population ouvrière.

A Montargis (4000 ouvriers environ), il y a quatre cellules comprenant 70 membres (dont 20 cheminots, 3 métallurgistes, 2 bijoutiers, 6 manoeuvres ; les autres sont des rattachés : artisans, instituteurs, petits métiers).

Même situation lamentable à Orléans, où l'on compte pourtant 14 000 ouvriers. Même situation partout : dans la région du Nord et du Pas-de-Calais, dans les régions de Lyon et de Saint-Étienne, dans la Basse-Seine (Rouen et Le Havre), dans la région des Alpes (Grenoble, etc.), dans celle de l'Atlantique (Nantes, Rennes, La Rochelle), à Marseille, à Limoges, à Chaumont, partout enfin où nous sommes allés.

La faillite des cellules d'usine est à peu près générale. Une statistique sincère des membres du Parti appartenant aux cellules comme ouvriers de l'entreprise et non comme « rattachés » serait à cet égard des plus édifiantes.

Ce n'est pas, en effet, sans difficulté qu'on peut obtenir quelques renseignements sur l'état des cellules. Non seulement on se heurte à l'optimisme intéressé des hommes de confiance, mais l'adhérent à une cellule ignore ce qui se passe dans les cellules voisines. Tout au moins n'en connaît-il que ce qu'on veut bien lui dire. Ce qu'il constate aisément, c'est l'extrême faiblesse des assemblées de rayon et des assemblées régionales (1).

On ne trouve plus guère maintenant le Parti que là où les anciennes sections ont subsisté.

Dans beaucoup d'endroits, en effet, on a baptisé la section « cellule » pour avoir l'air de se mettre en règle avec le Centre. Agir autrement eût amené la dispersion des derniers militants et rendu toute propagande impossible.

Afin « d'animer » les organismes nouveaux, on a créé de toutes pièces « l'Appareil ». Le principe d'un « appareil » est loin d'être mauvais en soi. Harmonieusement proportionné aux forces du Parti, nommé et contrôlé par celui-ci, l'appareil est indispensable et nul n'en conteste la nécessité. Mais l'appareil du P.C. français est tout autre chose dans son essence et sa destination. Expression directe d'un Bureau Politique omnipotent, il est au service non du Parti, mais d'une fraction. Un népotisme éhonté a présidé à sa formation entraînant un gaspillage d'argent formidable. Pour devenir secrétaire, dactylographe, propagandiste, instructeur, point n'est besoin d'avoir des aptitudes ni de connaître la doctrine. Il suffit « d'être dans la ligne », d'aller par le pays en chantant les louanges du Comité central

et de livrer bataille à tous ceux qui ne marchent pas au pas ou n'observent pas le silence dans le rang. Lesté d'un léger bagage de lieux communs, tel ou tel jeune militant, ayant encore tout à apprendre, est brusquement investi de la toute-puissance. Il tranche les questions les plus délicates et juge sommairement des hommes et des choses. C'est lui qui catalogue les membres du Parti, surveille le moral et poursuit les suspects. C'est lui qui crée des cellules d'usines composées uniquement de « rattachés » (2), débite des pauvretés sans nom en réunion publique et dénonce la Droite nationale et internationale... A l'appui de ses dires, il invoque l'« autorité de l'I.C. », prétend parler et agir en son nom avec l'audace que donnent l'irresponsabilité et l'impunité.

Mais, malgré l'« Appareil », ou plutôt à cause de lui, il est hors de doute que la machine fonctionne mal et ne rend pas. On en conclut qu'il faut augmenter le personnel de catéchumènes existant et, par conséquent, engager de nouvelles dépenses aussi inutiles qu'insupportables.

On ne saurait pousser plus loin l'aberration. Pourtant, la vérité saute aux yeux. Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du Parti. Affirmer le contraire, c'est méconnaître l'économie générale du pays et l'organisation des grands États capitalistes modernes, c'est se leurrer sur le rapport des forces sociales en présence, c'est entraîner le Parti vers sa liquidation rapide et totale.

Les causes générales et essentielles ne sont d'ailleurs pas seules à condamner le nouveau régime du Parti. Non seulement les cellules offrent au patronat une cible facile, mais elles se heurtent à des difficultés intrinsèques dont certaines sont assez graves pour provoquer leur mort. L'expérience a montré, par exemple, que leur existence est liée à la valeur et à la stabilité du secrétaire.

Or, il est difficile de trouver, dans une même localité, une quantité de secrétaires capables de donner une vie politique aux diverses cellules. C'est pourquoi les camarades se bornent à expédier la besogne courante : distribution de tracts, de papillons, examen des questions intéressant l'usine à laquelle ils appartiennent. De temps à autre, ils écoutent un compte rendu du délégué au rayon, en le priant d'aller vite, car chacun est pressé de rentrer chez soi, son domicile étant souvent, dans les grandes villes, fort éloigné du lieu de son travail. Les questions les plus importantes sont traitées avec désinvolture ; on se quitte sans prendre de décision ; et l'éducation des militants ne se fait pas. Elle ne peut d'ailleurs se faire dans de telles conditions. On aura beau multiplier les propagandistes, le résultat sera le même. Les cellules tomberont les unes après les autres, faute d'animateurs.

Pour sauver le Parti, il faut renoncer délibérément aux méthodes employées depuis un an. Le Comité Central propose, outre le développement de l'appareil, la création de « cellules de rues » et de « sous-rayons ». Au diable toutes ces complications !

Car ces complications, loin de remédier au mal, l'aggravent.

Nous n'avons pas la prétention dans cette lettre d'examiner en détail la question de l'organisation du Parti. Nous nous bornerons à dire que, sans supprimer les cellules d'usines, en s'efforçant au contraire de les multiplier, il faut revenir sans retard à la section territoriale comme base organique du Parti.

Il faut assurer le jeu du véritable centralisme démocratique, rendre la parole au Parti et en finir avec la politique personnelle.

Il faut simplifier l'appareil et le mettre au service et sous le contrôle du Parti.

Les Résultats

Élections municipales et cantonales.

Nous ne ferons également qu'esquisser une situation qui révèle au plus haut point l'incapacité politique de la direction actuelle du Parti.

Sous l'étendard du communisme, cette direction n'a fait en réalité que ressusciter l'hervéisme condamné depuis longtemps par l'immense majorité des ouvriers français. La démagogie grossière, l'outrance verbale, le bluff ont constitué en toutes circonstances le fond de sa politique. De telles méthodes donnent nécessairement leurs fruits. Ceux que le Parti a déjà recueillis sont amers.

Le Comité Central s'était targué d'un succès certain aux élections municipales et cantonales. Il devait entourer Paris d'une « ceinture rouge » de municipalités « bolchevistes ». Le résultat a été piteux. Le 3 mai 1925, au premier tour du scrutin, le Parti, irrémédiablement battu en province, perd dans la région parisienne 30 % des voix qu'il avait obtenues le 11 mai de l'année précédente aux élections législatives. Pour éviter le désastre au second tour, le Comité Central est contraint de quémander les voix des socialistes et des radicaux, qualifiés la veille encore de « fascistes », dans un manifeste qui est un désaveu de toute son attitude passée et dans lequel il dénonce ingénument l'abominable compagne d'une réaction qui a, dit-il, essayé de faire croire que les communistes sont partisans d'une révolution faite contre le gré des masses travailleuses par de petits groupes militairement organisés.

La préparation technique de ces élections avait, d'ailleurs, été déplorable. La désignation des

candidats s'était faite dans la confusion et l'arbitraire. Le Centre n'avait pas su alimenter politiquement la campagne. Une commission supérieure avait élaboré péniblement cinq ou six brochures massives, indigestes, coûteuses que personne n'acheta, que personne ne lut. Le groupe de travail, création de circonstance, réduit à une besogne purement matérielle, ne pouvait mener la bataille dans de bonnes conditions. Ce fut un désarroi complet que couronna un échec dont l'éclat ne fut dépassé que par celui des élections cantonales, deux mois plus tard.

La guerre au Maroc. - Les Comités d'action. - Les congrès ouvriers et paysans. - La grève de 24 heures.

La bataille électorale perdue, allions-nous nous ressaisir pour prendre notre revanche à la première occasion ? C'était chose possible, avec un peu d'habileté et de bon sens.

La guerre du Maroc, la menace des impôts Caillaux, le vote d'une nouvelle inflation par les Chambres, offraient, pour un appel au pays ouvrier une excellente plate-forme. Mais pour toucher les masses et les entraîner, il fallait faire un effort intelligent, afin de réaliser au maximum l'unité des travailleurs, amener le Parti socialiste et la vieille C.G.T. à entrer dans la lutte ou à se renier eux-mêmes devant les prolétaires ; proposer une base d'action commune acceptable, comme la cessation des hostilités, la paix, l'indépendance du Riff, la lutte contre la ploutocratie financière, la nationalisation des banques, etc.

On voulut, à toute force, imposer l'idée de l'évacuation du Maroc et celle de la fraternisation qui, en la circonstance, n'étaient que surenchères sans objet réel.

C'était, de propos délibéré, rendre impossible un large mouvement d'opinion et se condamner à « faire cavalier seul ».

La plupart d'entre nous ont été acteurs ou témoins des fameux « Congrès ouvriers et paysans ». Nous savons donc à quoi nous en tenir sur leur importance : on y a fait beaucoup de bruit pour peu de besogne. Ces congrès ont été un bluff et rien de plus. Les délégués ne représentaient qu'une infime partie de la population ouvrière de chaque exploitation, ce qui n'a pas empêché pourtant la Direction de clamer qu'elle avait derrière elle « des millions d'ouvriers ».

Malheureusement, la Direction a été prise dans l'engrenage de son propre bluff. Quand on prétend avoir derrière soi des millions d'ouvriers, on ne peut rester inactif. Ainsi fut décidée la grève générale de 24 heures du 12 octobre.

Eh bien ! nous le déclarons nettement : cette grève « générale » a été un fiasco lamentable, une véritable défaite pour le prolétariat et pour le Parti. Mal préparée, dans une atmosphère d'agitation factice, déclenchée au moment où, sur le front marocain, les opérations s'endormaient, la grève n'a pu mettre debout que ceux qui, quelles que soient les circonstances, quels que soient les mots d'ordre, « marchent toujours ». Les millions d'ouvriers, qu'on se vantait d'avoir derrière soi, n'ont pas bougé. La grève des transports parisiens (T.C.R.P.), sur laquelle on comptait pour déclencher le mouvement d'ensemble, a avorté. Aucune des corporations décisives (cheminots, marins, dockers, mineurs, postiers, services publics, etc.) n'a marché. Dans le bâtiment et la métallurgie, le chômage n'a été un peu sensible que dans la région parisienne. Dans les grandes agglomérations industrielles de province (Lyon, Lille et Roubaix, Montluçon, Marseille, Nantes, Bordeaux), le chômage a passé presque entièrement inaperçu. A Montargis, 8 chômeurs sur 4 000 ouvriers ; à Orléans, 7 sur 14 000 ; au Creusot, 25 ouvriers votent la grève, mais la veille du mouvement se font porter malades. Nous pourrions multiplier les exemples, tous plus pitoyables les uns que les autres. Ceci n'empêche pas le Bureau Politique de colporter partout que plus d'un million d'ouvriers ont suivi, le 12 octobre, le mot d'ordre du Comité d'action. Au lieu de faire, en marxistes, la critique des opérations et de dresser le bilan des fautes commises, pour ne plus les recommencer, on persévère dans le bluff. Est-ce ainsi qu'on dirige un parti et qu'on acquiert la confiance des masses ? Celles-ci, de même que la bourgeoisie et le gouvernement, savent à quoi s'en tenir sur notre faiblesse. Dans nos rangs même, l'effet moral de la journée du 12 octobre a été désastreux. Le découragement s'est infiltré parmi nous. Dans les syndicats, de nombreux camarades déchirent leur carte, jurant, comme le renard de la fable, qu'on ne les y reprendra plus ! Le syndicat des T.C.R.P., l'un des plus forts de Paris, est en plein désarroi.

*

* *

Nous ne voulons pas allonger démesurément notre lettre. Nous nous bornerons donc à mentionner, sans nous y arrêter, l'échec complet de la campagne pour l'unité syndicale. La responsabilité de cet échec retombe tout entière sur les dirigeants du Parti et de la C.G.T.U.

A force de proclamer partout que l'unité syndicale était certaine, ils avaient fini par le croire. Or, le «

Congrès interconfédéral d'unité » est tombé à plat. Aujourd'hui, le mot d'ordre de l'unité syndicale, pourtant plus nécessaire que jamais, est pratiquement abandonné. Nous demandons qu'il soit immédiatement repris et que la campagne unitaire recommence, non plus bien entendu sur des bases de bluff et d'exagération verbale, mais de loyauté et de franchise, et avec la volonté d'aboutir.

Il semble d'ailleurs que tous les moyens tendant à nous rapprocher du prolétariat et à entraîner celui-ci dans la lutte soient actuellement écartés. Il semble qu'on cherche à s'éloigner de plus en plus des masses populaires par des mots d'ordre qui font le vide autour de nous. Nous tenons, par exemple, à signaler que le mot d'ordre - absolument irréfléchi - de l'évacuation de l'Alsace-Lorraine ne peut avoir pour effet que de nous isoler davantage. Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien-lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné aujourd'hui à tomber dans l'indifférence ou le ridicule. Pourquoi pas, l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? Jusqu'ici, le mot d'ordre de l'évacuation n'a eu qu'un résultat : il a fait échouer en Alsace le front unique contre la guerre marocaine, qui était sur le point de se réaliser.

Nous ne sommes pas de ceux que les échecs découragent. Mais nous connaissons trop la mentalité des dirigeants du Parti - incapables de se critiquer eux-mêmes - pour espérer qu'à force de se faire battre par la bourgeoisie et les social-démocrates, ils apprendront à les vaincre. C'est cet état d'esprit qui nous fait peur.

Quant aux remèdes, nous n'en connaissons qu'un seul. Appliquer résolument dans le Parti les principes du *Centralisme Démocratique*, les appliquer non pas en paroles, mais *en fait*. Cela veut dire : permettre à toutes les opinions communistes de s'exprimer, à toutes les initiatives de se faire jour, limiter l'omnipotence de l'appareil jusqu'ici irresponsable. Que celui qui a quelque chose à dire puisse le dire sans être aussitôt bafoué, intimidé, menacé d'exclusion, tenu à l'écart. Qu'à tous les échelons du Parti on puisse discuter librement toutes les questions politiques, celles d'organisation, celles de tactique. Le Parti, réduit à un rôle de secte, manque de vie intérieure, il étouffe, il meurt. Cependant, le Parti socialiste redevient peu à peu, grâce à ses 110 000 membres, le parti influent qu'il avait cessé d'être après la scission de Tours, et le capitalisme tend à se raffermir, à se consolider et à envisager l'avenir avec sécurité.

Nous attendons du Comité exécutif de l'Internationale qu'il prête l'oreille à notre voix, qu'il se rende compte de l'état réel des choses dans le Parti français, qu'il en apprécie toute la gravité, et qu'il prenne sans tarder les mesures de salut qui ranimeront dans nos rangs la confiance ébranlée.

25 octobre 1925.

Signataires

Adam, gazier, député de la Seine¹ ; Albrespy, Paris ; Anselme, Lyon ; Arbos, Lyon ; Aucouturier, Paris ; Auffray, cheminot, député de la Seine, maire de Clichy².

Bachard, secrétaire de la 5e région de propagande de la Fédération des Métaux ; Badetz, Pau ; Bagnol, Paris ; Baldensperger, Pau ; Bansart Jeanne, Paris ; Bar, Roubaix ; Barbedienne³, maire adjoint de Clichy ; Baroux, député de la Seine⁴ ; Barra, docker, député du Nord ; Barrat, Paris ; Barrué, Paris⁵ ; Basilaire, Rouen ; Bataille, Bâtiment, Tourcoing ; Bayral, Paris ; Beauvais, ostréiculteur, Oléron ; Beche, secrétaire du syndicat des Cimentiers, Paris ; Belin Am., Paris ; Belin Eug., Paris ; Belin Louise, Paris ; Benoit, Nord ; Berlingaud, Paris ; Berthier, Bâtiment, Paris ; Bertinotto, métallurgiste, C.E. Fédération des Métaux, Paris ; Bertrand, métallurgiste, Paris ; [Bigot Marthe](#), secrétaire pédagogique du syndicat de l'Enseignement de la Seine⁶ ; Boquet, secrétaire de la Fédération de la Seine-Inférieure de l'A.R.A.C. ; Bizet, cheminot, député de Seine-et-Oise ; Boisse, boulanger, Petit-Quévilly ; Bolore, Produits chimiques, Paris ; Bontems Hélène, Paris ; Boruat, métallurgiste, Lyon ; Bouchon Louis, cheminot, Paris ; Bouchon Marguerite, cartonnrière, Paris ; Bouldard, C.E. de la 13^e région du Bâtiment, Paris ; Boulier, Textile, Rouen ; Bour [Baptiste], secrétaire de la Fédération des Ports et Docks⁷ ; Boville Henri, secrétaire de la Fédération des

¹ Le PCF ne le représentera pas aux élections de 1928.

² Quittera le PCF en 1929 pour le Parti ouvrier-paysan (P.O.P.), puis Parti d'unité prolétarienne (P.U.P., 1930).

³ Quittera le PCF en 1929 pour le Parti ouvrier-paysan (P.O.P.), puis Parti d'unité prolétarienne (P.U.P., 1930).

⁴ Exclu du PCF en 1928.

⁵ Va rejoindre l'équipe de *La Révolution prolétarienne*.

⁶ Va rejoindre l'équipe de *La Révolution prolétarienne* où elle publie un article dès le n° de novembre 1925. Co-fondatrice de *La Vérité* en 1929.

⁷ Rejoindra la Ligue syndicaliste en 1929.

Travailleurs de l'Alimentation, membre du comité de rédaction de la *Vie Ouvrière* ; Broutin, trésorier du Bâtiment, Rouen ; Bruhat, Paris ; Bruneau, Paris ; Bruyant, menuisier, Oissel ; Bureau A., Paris ; Bussière, Lyon.

Calando, secrétaire du syndicat des Peintres, Rouen ; Carlier, Paris ; Caruel, secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine-Inférieure ; Castex, chauffeur, Paris ; Caudal, menuisier, Oissel ; Chabert, cordonnier, Lyon ; Chanfreau, postier, Paris ; Chauvin, Travailleurs municipaux, Paris ; Chervel, monteur électricien, Rouen ; Cocagne, Oissel ; Cogniot, Paris ; Colliard Lucie⁸, Bogève ; Cordier, métallurgiste, Rouen ; Cornillon, métallurgiste, Paris ; Couette, Paris ; Couette, postière, Paris ; Courant, trésorier du syndicat de l'Alimentation, Paris ; Couteau Fernande, doreuse, Paris.

Dagand, marin, Oléron ; David, Paris ; Debut, Lyon ; Decaux, boulanger, Colombes ; Delahaye, peintre, Rouen ; Delahaye Blanche, secrétaire du syndicat du Textile et Vêtement, Rouen ; Delarue, secrétaire du syndicat des Produits chimiques, Rouen ; Delarue, sculpteur sur bois, Paris ; Delarue, secrétaire adjoint de l'Union des syndicats du Nord⁹ ; Delatre, postier, Rouen ; Delourme, député du Nord (avec réserves) ; Delsol, secrétaire de la fraction communiste du Gaz, Paris¹⁰ ; Deporter, Roubaix ; Dequatre, tôlier, Paris ; Desoblin¹¹, cheminot, député du Nord ; Despoisse, Paris ; Dessay, secrétaire adjoint du syndicat des Cimentiers, Paris ; Didier André, Paris ; Didier Fernand, Paris ; Didier Henri, Paris ; Didier Marie, Paris ; Doguin, métallurgiste, Lyon ; Doucet, Bijou, Paris ; Dubois, Paris ; Duc, trésorier du syndicat des Cimentiers, Paris ; Dumoulin, Roubaix ; [Dunois Amédée](#), Paris ; Dupuy, serveuse, Paris ; Durand, Paris ; Dusseaux, comptable, Rouen ; Duval, Produits chimiques, Le Hailme.

Engler¹², secrétaire de l'Union des syndicats, Rouen.

Faragnat, métallurgiste, Bondy ; Fargeot, Paris ; Faucher, manœuvre, Paris ; Figeac, Paris ; Fondev, menuisier, Paris ; Fradin, menuisier, Paris ; Faigne, ostréiculteur, Oléron ; Franck, Oissel ; Fretigny Lucien, électricien, Colombes ; Fulconis H., trésorier du syndicat de l'Enseignement de la Seine¹³.

Gaboriaud, marin, Oléron ; Gamard, postier, Rouen ; Garnier, métallurgiste, Lyon ; Garsot, C.E. de la Fédération syndicale des Cuirs et Peaux ; Gautheron, Rhône ; Gautier, cheminot, député de la Seine-Inférieure¹⁴ ; Gautier Louise, ménagère, Oissel ; Gaye, C.E. de la Fédération syndicale des Métaux ; Gaye Jeanne, Paris ; Geffroy, tôlier, Oissel ; Gentilezza, secrétaire adjoint du syndicat de la Métallurgie, Rouen ; Georgeon, marin, Oléron ; Germain, Paris ; Goujon Germaine, secrétaire générale du Textile de la région de Rouen ; [Gourget](#)¹⁵, C.E. de la Fédération syndicale du Bois, Paris ; Grandin, secrétaire du syndicat de l'Alimentation, Paris ; Grassart Julien, Nord ; Grialon, secrétaire du syndicat du Bâtiment de la vallée de Cailly ; Grimouin, cheminot, Saint-Étienne-du-Rouvray ; Guérin, chauffeur, Paris ; Guesdon, cheminot, Sotteville ; Guilbert, secrétaire de l'A.R.A.C., Rouen ; Guillotte Georges, Paris ; Guinchamp André, Bâtiment, Paris ; Guyon, fumiste, Rouen.

Hache, Paris ; Hairius [Hagnauer] Roger, Conseil syndical de l'Enseignement de la Seine¹⁶ ; Hasfeld, Paris¹⁷ ; Hattenberger, Paris ; Henriet, vannier, député de la Seine ; Henry, Paris ; Heurtaux, conseiller général de la Seine, Clichy ; Hostyn, délégué régional, Fédération du Bâtiment, Nord ; Hutt, postier, Rouen.

Joly René, Paris ; Jorgensen Harold, Paris ; Joseph, cheminot, Lyon ; Jouin, maçon, Petit-Quevilly ; Jouvessomme, secrétaire général du syndicat de l'Enseignement de la Seine, Colombes.

Kaan Pierre, Paris.

Lacoste, postier, Paris ; Lacoste, comptable, Saint-Maur ; Lafon R., Pau ; Lair, secrétaire du syndicat des monteurs en chauffage, Rouen ; Lalande, secrétaire du syndicat de la Marine fluviale, Rouen ; Lambert, Tramways, Fontaines-sur-Saône ; Lambert, Fédération des Produits chimiques, Paris ; Lancien, Colombes ; Langlois, secrétaire du syndicat des Marchands des quatre-saisons, Rouen ; Laporte Jean, métallurgiste, député de la Seine, Colombes ; Lauze Georges, Paris ; Lauze Louis, Paris ; Lauze Roger Paris ; Laze, Bâtiment, Rouen ; Lebegue, secrétaire général de la Fédération des

⁸ Co-fondatrice de *Contre le Courant* en 1927.

⁹ Exclu du PCF en 1931, va rejoindre le Parti d'unité prolétarienne (P.U.P.).

¹⁰ Va rejoindre l'équipe de *La Révolution prolétarienne*.

¹¹ Exclu du PCF en 1932, va rejoindre le Parti d'unité prolétarienne (P.U.P.).

¹² Exclu du PCF en 1927, va rejoindre *Contre le Courant*, puis la Ligue syndicaliste en 1929.

¹³ Exclu du PCF en 1926, rejoint *La Révolution prolétarienne*.

¹⁴ Correspondant de *La Vérité* en 1929.

¹⁵ Co-fondateur de *La Vérité* en 1929.

¹⁶ Collabore déjà à *La Révolution prolétarienne* depuis juillet 1925.

¹⁷ Editeur de la Librairie du Travail, co-fondateur de *Contre le Courant* en 1927.

Transports ; Le Bouffant, cheminot, Saint-Étienne-du-Rouvray ; Lebret, ménagère, Oissel ; Lebret Henri, briquetier, Oissel ; Ledudal, cheminot, Gisors ; Legendarme, délégué à la propagande du syndicat des Cimentiers, Paris ; Le Guez, marin, Rouen ; Lemasson Th., Produits chimiques, Paris ; Lemoine, 7^e groupe régional des Métaux ; Lenoir, secrétaire du syndicat des Ajusteurs, Rouen ; Le Pesqueur, cheminot, Sotteville ; Lépine, Paris ; Leroux, secrétaire du syndicat des cheminots, Gisors ; Leroy G., chauffeur, Paris ; Leroy H., Alimentation, Paris ; Le Troadac, toupilleur, Saint-Maur ; [Loriot Fernand](#), Paris.

Mabo, Paris ; Mader, Paris ; Madrange, Paris ; Magnien, Tramways, Fontaines-sur-Saône ; Mahouy, serveuse, Paris ; Mahouy A., chaudronnier, Paris ; Mailland, chimiste, Paris ; Maillot Marcel, Essonnes ; Manach, secrétaire de la fraction syndicale du Spectacle, Paris ; Maquarre Jeanne, Paris ; Marchand, comité de rayon, Rouen ; Martin René, mécanicien, Colombes ; Marx Magdeleine, Commission centrale féminine, Paris ; Maupiou, Paris ; Maurouard, Paris ; Mayolet, miroitier, Paris ; Mellier, Paris ; Menant Sarah, Paris ; Meunier, secrétaire de la F.S.T., Paris ; Monniot, secrétaire de l'Union des syndicats, Douai ; Montagne, Hautmont ; Montagne Marcel, Nord ; Moreau, Loire-Inférieure ; Moreau Eugène, Paris ; Moreau Léon, chauffeur, Paris ; Moreau Louise, Paris ; Morel, Paris ; Moulin Jeanne, Lyon ; Moulin P., Lyon ; Moutier G., métallurgiste, Bondy ; Muller G., métallurgiste, député de la Seine¹⁸, Saint-Maur ; Mullier, Bâtiment, Tourcoing.

Naile, conseiller municipal, Clichy ; Nespoulous Constant, secrétaire général du syndicat des chauffeurs de taxis, Paris ; Noël, Paris.

Olida Adam, Nord.

Pacraud, Rouen ; Pady Victorine, postière, Paris ; [Paz Maurice](#)¹⁹, Paris ; Peeters, Paris ; Peju, employé, Lyon ; Pelletier, métallurgiste, Paris ; Perignon, secrétaire du syndicat des cheminots, Sotteville ; Perrault, peintre, Saint-Maur ; Philippe Lucien, Pau ; Pichorel M., Choisy-le-Roi ; Piovano, cuisinier, Paris ; Pitte, cheminot, Sotteville ; Poli, comptable, Paris ; Porison, trésorier du syndicat des menuisiers, Rouen ; Poussif, boulanger, Paris ; Prévot, secrétaire du syndicat des Métaux, Hautmont ; Prudhomme, métallurgiste, Paris.

Quere, secrétaire de l'Union des syndicats de la Charente ; Quesnel, Paris ; Quiet, secrétaire de la section des locataires, Saint-Maur ; Quire, ajusteur, Clichy.

Rabaute, conseiller syndical des Cimentiers, Paris ; Raguier, Bijou, Paris ; Ranson, cultivateur, Oléron ; Reig, Paris ; Remignac, peintre, Colombes ; Remy, Paris ; Ribade Simone, Bijou, Paris ; Richard Antoine, Dax ; Richard Marcelle, Dax ; Ringuet Léon, Nord ;

Roger Jacques, Charente-Inférieure ; Roumeguere, C.E. du syndicat des Métaux de la région parisienne ; Roux, métallurgiste, Paris ; Roy Marcel, métallurgiste, Paris.

Saint-Jacques, Paris ; Salomez, menuisier, Oissel ; Salsac, Saint-Maur ; Saunier, Lyon ; Schaub, Paris ; Senac, Habillement, Paris ; Seprey, Tramways, Fontaines-sur-Saône ; Souzy, Lyon ; Suchet Henri, Paris.

Texier, décolleteur, Colombes ; Thionville, charpentier en bois, Paris ; Thorel André, postier, Rouen ; Thorel Lucien, postier, Rouen.

Vacher Jean, Paris ; Vard, ajusteur, Ygenville, Eure ; Vauclin, secrétaire du syndicat des boulangers, Rouen ; Verplanque> métallurgiste, Tourcoing ; Vidaleincq, métallurgiste, Paris ; Villeneuve G., maçon, Saint-Maur ; Villon, Lyon.

Webel, électricien, Lyon ; Weber, secrétaire de l'Union des syndicats de Maubeuge.

¹⁸ Exclu du PCF en 1928.

¹⁹ Co-fondateur de *Contre le Courant* en 1927.